Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

jugt n° 447/25
not. 4811/23/LC

Jugement sur opposition à ordonnance pénale

PRO JUSTITIA

Audience publique du 8 juillet 2025

Le Tribunal de Police de et à Luxembourg, arrondissement judiciaire de Luxembourg, a rendu le jugement qui suit

dans l'affaire Ministère Public, partie poursuivante suivant citation à prévenu du 4 avril 2025,

contre

PERSONNE1.), né le DATE1.) à ADRESSE1.) (France), demeurant à L-ADRESSE2.),

prévenu,

comparant en personne, assisté de Maître Geoffrey PARIS, avocat à la Cour, demeurant à Bous.

Faits :

Par ordonnance pénale n° 3275 rendue le 6 octobre 2023, PERSONNE1.) fut condamné à une amende de 300 euros, à une interdiction de conduire un véhicule automoteur des catégories A-F sur la voie publique pour la durée de 3 mois assortie du sursis total ainsi qu'aux frais de notification de ladite décision du chef de l'infraction libellée à sa charge dans le réquisitoire d'ordonnance pénale du Ministère Public du 29 septembre 2023.

Par courrier daté du 14 janvier 2025, entré au Parquet de Luxembourg le même jour, le mandataire préqualifié de PERSONNE1.) releva opposition au nom de son client contre ladite ordonnance.

Par citation du 4 avril 2025, Monsieur le Procureur d'Etat près le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg requit PERSONNE1.) de comparaître à l'audience publique du 17 juin 2025 à 9.00 heures, salle n° JP.1.19, devant le Tribunal de Police de et à Luxembourg pour y entendre statuer sur le bien-fondé de cette opposition.

A l'appel de l'affaire à cette audience, le prévenu se présenta personnellement à la barre, assisté de Maître Geoffrey PARIS.

Madame la juge-présidente vérifia l'identité de PERSONNE1.), lui donna connaissance de l'acte qui a saisi le tribunal et l'informa de son droit de garder le silence ainsi que de son droit de ne pas s'incriminer lui-même.

Le prévenu fut entendu en ses explications.

Maître Geoffrey PARIS développa les moyens de défense de son mandant.

Le représentant du Ministère Public, Monsieur Michel THAI, fut entendu en son réquisitoire.

PERSONNE1.) eut la parole en dernier.

Sur ce, le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique du 8 juillet 2025, à laquelle le prononcé avait été fixé,

le jugement qui suit :

Vu le procès-verbal numéro 206/2023 dressé le 21 avril 2023 par la Police grand-ducale (Région Capitale, Unité: Commissariat Limpertsberg/Eich (C2R) L-2R-LIEI) ;

Vu la citation du 4 avril 2025 régulièrement notifiée à PERSONNE1.).

Par ordonnance pénale numéro 3275 rendue le 6 octobre 2023 par le juge de paix de Luxembourg statuant en matière de police, PERSONNE1.) a été condamné à une amende de 300 euros, à une interdiction de conduire un véhicule automoteur des catégories A-F sur la voie publique pour la durée de 3 mois assortie du sursis total ainsi qu'aux frais de notification de ladite ordonnance pour la prévention suivante:

« Etant conducteur d'un véhicule automoteur immatriculé "NUMERO1.) (L)" sur la voie publique,

Le 21/04/2023, à 13:10 heures, à ADRESSE3.)

1) Inobservation du signal C.14, limitation de vitesse à 30 km/h en agglomération, en l'espèce d'avoir circulé à une vitesse de 67 km/h, le dépassement étant supérieur à 15 km/h».

Par déclaration datée du 14 janvier 2025 et entrée aux services du Parquet de Luxembourg le même jour, Maître Geoffrey PARIS a relevé opposition au nom de son client PERSONNE1.) contre cette décision.

Par citation du 4 avril 2025, le Ministère Public a fait citer PERSONNE1.) à l'audience publique du 17 juin 2025 pour voir statuer sur l'opposition formée contre l'ordonnance pénale en question.

A ladite audience, PERSONNE1.) expose qu'il n'a pas reçu de convocation pour se défendre mais qu'il a reçu l'ordonnance pénale et qu'il ne savait pas que le délai de contestation était de 30 jours. Il reconnaît les faits lui reprochés et précise qu'il a besoin de son permis de conduire pour trajets professionnels.

Le mandataire de PERSONNE1.) avance que l'adresse figurant sur le réquisitoire du Ministère Public et sur l'ordonnance pénale n'est pas l'adresse de PERSONNE1.). L'adresse exacte se trouverait à ADRESSE2.). PERSONNE1.) n'aurait pas reçu l'ordonnance pénale. Il ajoute que son client reconnaît les faits mais il plaide qu'une interdiction de conduire de trois serait trop sévère. Il aurait besoin du permis pour les besoins de sa profession.

1) Quant à la recevabilité de l'opposition

Aux termes de l'article 401 du Code de Procédure pénale, l'ordonnance pénale est assimilée, dans ses effets, à un jugement par défaut, étant précisé que pour les affaires qui sont de la compétence du tribunal de police, l'opposition se fait dans les formes et délais de l'article 151 du même code.

L'article 151 du Code de Procédure pénale prévoit que « la condamnation par défaut sera considérée comme non avenue si, dans les quinze jours de la signification ou notification qui en aura été faite au prévenu, à son domicile élu, sa résidence ou son lieu de travail, le prévenu forme opposition à l'exécution du jugement et notifie ou signifie son opposition tant au ministère public qu'à la partie civile. (...) Toutefois, si la signification n'a pas été faite à personne ou s'il ne résulte pas d'actes d'exécution du jugement que le prévenu en a eu connaissance, l'opposition sera recevable jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine ».

Si la notification de l'opposition n'est soumise à aucune forme spéciale dont l'inobservation entraînerait la nullité, il faut toutefois que la partie à laquelle le recours s'adresse, en l'occurrence le Ministère Public, en soit informé ou en ait connaissance dans le délai légal de quinze jours après la signification faite à la personne du prévenu.

La preuve de cette connaissance effective est à rapporter par l'opposant.

En l'occurrence, il résulte des indications figurant sur l'enveloppe de l'envoi recommandé ainsi que sur l'avis de réception des postes que l'ordonnance pénale numéro 3275 rendue le 6 octobre 2023 a été envoyée par courrier recommandé à l'adresse L-ADRESSE4.). Le courrier recommandé n'a pas pu être remis le 16 novembre 2023, de sorte que l'avis prévu à l'article 386(4) du Code de Procédure pénale a été laissé à cette adresse le même jour. Suite à cet avis, l'envoi recommandé n'a pas été retiré jusqu'au 24 novembre 2023, date d'expiration du délai de garde, et a été retourné au Parquet avec la mention « *Non réclamé* ».

L'article 386(4) du Code de Procédure pénale dispose que « *Si l'agent des postes ne trouve pas le destinataire à son domicile, sa résidence ou au lieu de travail, (...) et qu'il résulte des vérifications qu'il a faites que le destinataire demeure bien à l'adresse indiquée ou y a son lieu de travail, il en fait mention sur l'avis de réception qu'il remet avec la lettre recommandée au bureau des postes distributeur compétent. Il laisse au domicile, à la résidence ou au lieu de travail, (...) ou à la case postale du destinataire un avis l'avertissant que la lettre recommandée n'a pu lui être remise et indiquant l'autorité expéditrice et le bureau des postes où la lettre recommandée doit être retirée dans un délai de sept jours. (...). Si la lettre recommandée n'est pas retirée par le destinataire dans ce délai, l'agent le mentionne sur l'avis de réception qu'il envoie avec la lettre recommandée à l'autorité expéditrice. Dans tous les cas la citation ou la notification est réputée faite le jour du dépôt de l'avis par le facteur des postes.* ».

En l'espèce, au vu des éléments du dossier, il échet de constater que l'adresse du prévenu se trouve à L-ADRESSE2.).

Dans la mesure où la signification n'a pas été faite à personne et dans la mesure où aucun acte d'exécution de la décision n'a été remis au tribunal permettant de savoir à quelle date le prévenu en a eu connaissance, il échet de retenir que l'opposition est recevable conformément aux conclusions du Ministère Public.

Ainsi, la condamnation prononcée à l'encontre du prévenu suivant ordonnance pénale numéro 3275 rendue le 6 octobre 2023 est considérée

comme non avenue, de sorte qu'il y a lieu de statuer à nouveau sur le bien-fondé des préventions lui reprochées par le Ministère Public.

2) Quant au bien-fondé

Il résulte du procès-verbal dressé en cause qu'en date du 21 avril 2023 à 13:10 heures, les agents de police effectuèrent un contrôle de vitesse à ADRESSE3.), moyennant un appareil de mesure de marque Robot, modèle TraffiPatrol, qui avait fait l'objet des contrôles prévus par la loi et qui avait encore été contrôlé avant son utilisation quant à son bon fonctionnement. Vers 13:10 heures, les agents verbalisateurs remarquèrent l'approche du véhicule immatriculé sous le numéro de plaque NUMERO1.) (L) à une vitesse de 70 km/h au lieu des 30 km/h autorisés à l'endroit du contrôle. Après avoir été interpellé par la police, le conducteur de la voiture, identifié comme étant le prévenu PERSONNE1.), a admis avoir commis une faute en circulant à une vitesse excessive tout en précisant qu'il était stressé et en retard, raison pour laquelle il a dépassé une camionnette roulant devant lui à une vitesse réduite. Il donna encore à considérer qu'il a besoin de son permis pour besoins professionnels.

A l'audience du 17 juin 2025, le prévenu assisté de son mandataire, réitéra ses déclarations faites devant la police, reconnaît les faits et affirme regretter son acte.

Dans son réquisitoire d'ordonnance pénale, le ministère public a procédé en application de l'article 4.2 du règlement grand-ducal du 2 août 2022 concernant les modalités d'utilisation, d'homologation et de contrôle des cinémomètres à un redressement de la vitesse mesurée par les agents de police en reprochant au prévenu une vitesse de 67 km/h au lieu des 70 km/h mesurés.

En ce qui concerne la matérialité de l'excès de vitesse libellé en cause, il convient de rappeler que les procès-verbaux établis en matière spéciale, telle qu'en matière d'infraction à la réglementation de la circulation routière, font foi de leur contenu jusqu'à preuve contraire, quelle que soit par ailleurs la qualité de l'agent rédacteur, du moment que les procès-verbaux sont réguliers et que le verbalisant, officier, agent ou agent adjoint est compétent et remplit les conditions légales et réglementaires de nomination et d'assermentation (voir en ce sens : Roger THIRY, Précis d'Instruction Criminelle en Droit Luxembourgeois, n°39).

Par ailleurs, la vitesse a été mesurée au moyen d'un appareil dûment étalonné et contrôlé.

La réalité de l'excès de vitesse libellé à charge de PERSONNE1.) résulte donc à suffisance de droit des constatations des agents verbalisateurs ainsi que de l'aveu du prévenu.

Ainsi, au vu des éléments du dossier répressif et des débats menés à l'audience, le Tribunal retient que PERSONNE1.) est convaincu de l'infraction suivante retenue à sa charge, à savoir :

Etant conducteur d'un véhicule automoteur immatriculé "NUMERO1.) (L)" sur la voie publique,

le 21 avril 2023, à 13:10 heures, à ADRESSE3.),

inobservation du signal C.14, limitation de vitesse à 30 km/h en agglomération, en l'espèce d'avoir circulé à une vitesse de 67 km/h, le dépassement étant supérieur à 15 km/h.

En application de l'ancien article 7 b) de la loi modifiée du 14 février 1955, l'inobservation de la limitation réglementaire de la vitesse, la vitesse constatée étant supérieure à plus de 15 km/h à la vitesse maximale autorisée en agglomération, est considérée comme contravention grave et punie d'une amende de 25 à 500 euros.

Au vu des éléments soumis à l'appréciation du Tribunal, y compris l'importance de l'excès de vitesse commis en cause par le prévenu dont le casier judiciaire est vierge, du danger potentiel qu'il a constitué aussi bien pour lui-même que pour les autres usagers de la route, du fait qu'une limitation de la vitesse doit être respectée à tout moment et en toutes circonstances ainsi que de sa situation financière, il y a lieu de condamner PERSONNE1.) à une amende de 300 euros et de prononcer encore à son égard une interdiction de 3 mois du droit de conduire un véhicule automoteur des catégories A, B, C, D, E et F sur toutes les voies publiques, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi modifiée du 14 février 1955.

Etant donné que PERSONNE1.) n'a pas été, avant les faits motivant la présente poursuite, l'objet d'une condamnation irrévocable excluant le bénéfice du sursis et qu'il ne paraît par ailleurs pas indigne de la clémence du Tribunal, il y a lieu de lui accorder la faveur du sursis à l'exécution de l'interdiction de conduire à prononcer à son encontre.

PAR CES MOTIFS

le Tribunal de Police de et à Luxembourg, statuant contradictoirement, le représentant du Ministère Public entendu en son réquisitoire et le prévenu et son mandataire entendus en leurs explications et moyens de défense,

r e ç o i t l'opposition,

d é c l a r e non avenue la condamnation prononcée à l'égard de PERSONNE1.) suivant ordonnance pénale numéro 3275 rendue le 6 octobre 2023,

statuant à nouveau:

c o n d a m n e PERSONNE1.) du chef de l'infraction retenue à sa charge à 1 (une) amende de **300.- EUR (trois cents euros)**,

f i x e la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende à **3 (trois) jours**,

p r o n o n c e encore contre PERSONNE1.) du chef de l'infraction ainsi établie à sa charge pour la durée de **3 (trois) mois** l'interdiction du droit de conduire un véhicule automoteur des catégories A, B, C, D, E et F sur toutes les voies publiques,

d i t qu'il sera sursis à l'exécution de cette interdiction de conduire,

a v e r t i t PERSONNE1.) qu'au cas où, dans un délai de 2 ans à dater du présent jugement, il aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation à une interdiction de conduire un véhicule sur la voie publique ou à une peine privative de liberté pour crimes ou délits prévus par la législation sur la circulation sur les voies publiques ou sur la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, l'interdiction de conduire prononcée ci-devant sera exécutée sans confusion possible avec la nouvelle peine et que, de plus, les peines de la récidive seront encourues dans les termes des articles 564 et suivants du Code pénal ainsi que de la législation de la circulation sur toutes les voies publiques,

c o n d a m n e PERSONNE1.) aux frais de sa poursuite pénale, liquidés à **16.- EUR (seize euros)**.

Le tout par application des articles 1, 2 et 107 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955, des articles 1, 7, 13, 14bis et 15 de la loi modifiée du 14 février 1955, des articles 25, 26, 27, 28, 29 et 30 du Code pénal ainsi que des articles 1, 138, 139, 145, 146, 151, 152, 153, 154, 161, 162, 163, 386, 401, 628-1 et 628-2 du Code de Procédure pénale.

Ainsi fait, jugé et prononcé, en présence du Ministère Public, en l'audience publique dudit Tribunal de Police à Luxembourg, date qu'en tête, par Nous Anne SIMON, juge de paix, siégeant comme juge de police, assistée de la greffière assumée Fabienne FROST, qui, à l'exception du représentant du Ministère Public, ont signé le présent jugement.

Anne SIMON

Fabienne FROST

Le présent jugement contradictoire est susceptible d'appel.

L'appel doit être interjeté dans les formes et délais prévus aux articles 172 et suivants du Code de Procédure pénale et il doit être formé par le prévenu, la partie civile, la partie civilement responsable ou leurs avocats respectifs **dans les 40 jours qui suivent la date du prononcé du présent jugement.**

L'appel se fait soit en se présentant personnellement au greffe du Tribunal de Police pour signer l'acte d'appel ou en donnant mandat à un avocat pour ce faire, soit en adressant, personnellement ou moyennant mandat donné à un avocat, un courrier électronique au greffe du Tribunal de Police de Luxembourg à l'adresse électronique suivante : guichet.jpl@justice.etat.lu.

Si l'appelant est **détenu**, il peut déclarer son appel à l'un des membres du personnel de l'administration pénitentiaire, des dépôts de mendicité ou des maisons d'éducation.

L'appel sera porté devant le Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg siégeant en matière correctionnelle.